

## Les Touaregs proclament l'indépendance du Nord du Mali

Arrib News, 06/04/2012 à 14h00 Source Reuters Les rebelles touaregs du Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA) ont proclamé vendredi l'indépendance du territoire qu'ils occupent dans la moitié Nord du Mali. Dans un communiqué signé par le secrétaire général du MNLA, Billal Ag Acherif, et daté de Gao, le mouvement précise que cette décision prend effet immédiatement. « Le comité exécutif du MNLA appelle la communauté internationale dans son ensemble à reconnaître immédiatement, dans un esprit de justice et de paix, l'indépendance de l'Etat de l'Azawad », écrit Acherif sur le site Internet de l'organisation.

Le communiqué dresse une liste des griefs formulés depuis des décennies par les Touaregs à l'égard des autorités au pouvoir à Bamako. Le mouvement annonce également reconnaître les frontières avec les Etats voisins et promet de créer un Etat démocratique fondé sur les principes de la Charte des Nations Unies. A Paris, le ministre de la Défense, Gérard Longuet, a estimé qu'« une déclaration unilatérale d'indépendance non reconnue par les Etats africains n'a pas de sens pour nous ». Les séparatistes et les islamistes du groupe Ansar Dine se sont emparés la semaine passée de trois villes, Gao, Kidal et Tombouctou, situées dans la partie septentrionale du Mali. Ils ont profité de la désorganisation de l'armée malienne après le coup d'Etat militaire perpétré le 22 mars à Bamako contre le président Amadou Toumani Touré. Le MNLA avait annoncé jeudi l'arrêt de ses opérations militaires et proclamé « l'Etat de l'Azawad » dans cette zone subsaharienne grande comme la France, l'ancienne puissance coloniale. Les salafistes d'Anser Dine, qui entretiennent des relations avec les représentants d'Al Qaïda dans la région, souhaitent imposer au Mali la Charia (la loi coranique) et semblent moins intéressés par l'idée d'une sécession. Inquiets de l'instabilité actuelle, les Etats de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao) ont imposé des sanctions contre la junte au pouvoir afin de contraindre le capitaine Amadou Sanogo, chef des putschistes, à se retirer. Jeudi, un groupe de médiateurs a estimé avoir bon espoir de voir Sanogo annoncer prochainement des mesures permettant un abandon des sanctions. « Je peux vous garantir que le capitaine comprend la situation et prend des mesures. Il va prochainement faire une déclaration dans ce sens », a déclaré Djibril Bassole, ministre des Affaires étrangères du Burkina Faso, après des entretiens avec le chef de la junte. Réunis à Abdijan, jeudi, les chefs d'Etat-major des 15 pays membres de la Cédéao ont étudié le mandat d'une force de 3.000 soldats qui pourrait être déployée au Mali avec la double mission de rétablir l'ordre constitutionnel et stopper l'avance des rebelles. Le général ivoirien Soumaila Bakayoko a indiqué que les participants à la réunion avaient exprimé « la volonté claire » de la Cédéao de trouver une solution à la crise malienne.